Communiqué de presse

Pénurie de carburants : Les firmes pétrolières et la grande distribution jouent-elles au yo-yo avec l'offre ?

Depuis le début du blocage des raffineries et de certains dépôts de carburants, les prix à la pompe ont augmenté par endroits de plus de 30 %. Les entreprises qui fournissent du carburant assurent « la main sur le cœur » qu'elles n'ont pas augmenté leurs tarifs mais qu'elles doivent tenir compte des contraintes liées à la logistique. Elles avancent qu'elles sont obligées d'importer massivement dans l'Union Européenne à l'aide de barges ou de camions.

Pour INDECOSA-CGT, ces annonces relèvent beaucoup plus de « l'enfumage » compte tenu des réserves disponibles sur le plan national. Un port comme le Havre, c'est 40 % des réserves nationales avec un réseau de pipeline très dense.

D'ailleurs, Michel Edouard Leclerc en a saisi l'opportunité en déclarant le 18 octobre dernier qu'il restait à peine une semaine de réserve. Pourtant, lorsque l'on regarde de plus près la centrale d'achat de Leclerc (SIPLEC), elle dispose d'un réseau autonome de 43 dépôts pétroliers qui alimentent 525 stations Leclerc et Système U.
En 2009, SIPLEC fournissait même les 4200 bus de la RATP de l'agglomération parisienne. Une entreprise qui peut fournir autant de carburant pendant 1 an, à nécessairement des réserves.

De son côté, le gouvernement plus soucieux de rendre « impopulaire » le mouvement des salariés en grève, tolère cette inflation des prix à la pompe. Il n'est d'ailleurs pas totalement perdant puisqu'il récupère une TVA plus avantageuse avec des prix élevés.

Pour arrêter cette fuite en avant, INDECOSA-CGT demande aux pouvoirs publics le blocage immédiat des prix à la pompe et un contrôle renforcé par des agents de la répression des fraudes (DGCCRF). Cela étant, la meilleure des réponses à cette situation est que le gouvernement ouvre enfin de vraies négociations avec les syndicats de salariés.

Montreuil, le 26 octobre 2010

Contact : **Arnaud FAUCON, Secrétaire National au 06 84 99 16 15**
Patrice BOUILLON, Secrétaire National au 06 74 74 91 32